

Demande d'aide à l'adaptation du logement pour les personnes âgées



Pour nous contacter :

- connectez-vous à votre espace personnel sur lassuranceretraite.fr et utilisez notre service « Poser une question » ;

- appelez-nous au **3960**.

3960 Service gratuit
+ prix appel

De l'étranger, composez le +33 9 71 10 39 60

Formulaire, partie à envoyer à votre caisse régionale

1. Situation du demandeur

Merci de remplir ce formulaire en noir, en lettres majuscules et avec les accents. Pour les pièces justificatives, nous adresser des photocopies de bonne qualité. Ne pas les scotcher ou lesagrafer, ni les surligner en couleur.

Votre identité

Madame Monsieur

Nom de naissance :

Nom d'usage (si différent) :

Prénom(s) :

Date de naissance :

Lieu de naissance :

Pays de naissance :

Numéro de sécurité sociale (15 chiffres) :

Régime de retraite principal :

Vos coordonnées

Adresse de votre résidence actuelle (numéro et voie) :

Complément d'adresse (bâtiment, escalier, étage, lieu-dit) :

Code postal :

Commune :

Pays :

Adresse e-mail¹ :

Téléphone¹ :

Votre situation familiale

Marié

Pacsé

En concubinage

Célibataire

Divorcé ou séparé

Veuf

! Dans le cas où les deux membres du couple souhaitent faire une demande, un dossier est à transmettre par demandeur.

1. Nous avons besoin de ces informations pour étudier votre demande et organiser la prise de rendez-vous.

Votre conjoint

Si vous êtes en couple (mariage, Pacs ou concubinage), les ressources de votre conjoint sont prises en compte dans le calcul de l'aide. Vous devez donc renseigner les informations le concernant.

Madame Monsieur

Nom de naissance :

Nom d'usage (si différent) :

Prénom :

Date de naissance :

Numéro de sécurité sociale (15 chiffres) :

Lieu de résidence (cocher)

Identique au demandeur Autre domicile Ehpad (date :)

2. Mesure de protection

Faites-vous l'objet d'une mesure de protection ?

Non Non, mais une demande est en cours Oui, la demande a été prononcée

Si la réponse est « Oui », précisez la mesure de protection :

sauvegarde de justice ;

curatelle simple ;

curatelle renforcée ;

tutelle ;

habilitation familiale ;

mandat de protection future « active ».

! Vous devez joindre à votre dossier la photocopie du jugement de la mesure.

Précisez les coordonnées du mandataire ou de l'organisme de protection juridique

Nom de l'organisme :

Mandataire : Madame Monsieur

Nom de naissance : Prénom :

Adresse (numéro et rue) :

Complément d'adresse (bâtiment, escalier, étage, lieu-dit) :

Code postal : Commune :

Pays :

Adresse e-mail : Téléphone :

3. Personne proche à contacter

Cette rubrique permet d'identifier la personne qui vous aide dans vos démarches administratives, ou vous accompagne plus globalement dans vos activités de la vie quotidienne. Ces informations permettront de la contacter pour toute question administrative liée au dossier.

! Avant d'indiquer les coordonnées de la personne à contacter, vous devez lui demander son accord.

Madame Monsieur

Nom de naissance : Prénom :

Adresse (numéro et rue) :

Complément d'adresse (bâtiment, escalier, étage, lieu-dit) :

Code postal : Commune :

Pays :

Adresse e-mail : Téléphone :

Le lien avec le demandeur : conjoint enfant ami voisin autre

Le formulaire continue page suivante →

4. Aides légales versées par votre conseil départemental

! Si vous ne remplissez pas cette rubrique, votre demande ne pourra pas être traitée.

Percevez-vous une ou plusieurs des prestations suivantes ?

- L'Allocation personnalisée d'autonomie (APA) ou Prestation spécifique dépendance (PSD) ? Oui Non
- La Prestation de compensation du handicap (PCH) ? Oui Non
- L'Allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP) ? Oui Non

Si non, précisez si pour ces aides :

- vous n'avez pas déposé de demande ;
- votre demande est en cours d'étude ;
- votre demande a été rejetée¹ ;
- vous en avez refusé l'attribution.

5. Vos revenus

Vos revenus et ceux de votre conjoint (marié, pacsé, concubin) sont pris en compte pour déterminer le montant de l'aide qui sera versée. Si votre situation a évolué depuis la date de votre dernier avis d'imposition ou de non-imposition (séparation, veuvage, modification importante des ressources, etc.), veuillez compléter la déclaration de revenus dans le tableau ci-dessous.

Joignez au dossier une copie de **vos** dernier avis d'imposition ou de non-imposition à l'impôt sur le revenu et de **vos** conjoint (marié, pacsé, concubin).

Quel est votre revenu brut global de votre dernier avis d'imposition ? €

Quel est le revenu brut global du dernier avis d'imposition de votre conjoint ? €

! Ce tableau est à renseigner uniquement si votre situation familiale et vos revenus ont changé par rapport au dernier avis d'imposition ou de non-imposition (séparation, veuvage, etc.). Indiquez le dernier montant mensuel brut perçu (attention aux revenus trimestriels, les chiffres à reporter ci-dessous doivent être mensuels).

Nature des ressources	Montant brut mensuel perçu par vous-même	Montant brut mensuel perçu par votre conjoint, partenaire pacsé ou concubin
Pensions, retraites, rente € €
Pensions alimentaires € €
Traitements, salaires ou revenus d'activité € €
Allocations de préretraite ou de chômage € €
Rentes viagères à titre onéreux € €
Revenus des valeurs et capitaux mobiliers € €
Revenus fonciers € €
Autres revenus, précisez : € €

1. Si cette case est cochée, merci de joindre la copie de la notification de rejet à votre demande.

6. Informations sur le logement

Le logement à adapter est-il ?

Le domicile actuel

Un futur domicile dans les 12 prochains mois

Adresse du futur domicile (numéro et rue) :

Complément d'adresse (bâtiment, escalier, étage, lieu-dit) :

Code postal :

Ville:

Est-ce votre résidence principale ? Oui Non

Statut du demandeur : propriétaire locataire hébergé usufruitier

! Si vous êtes locataire ou hébergé, vous devrez fournir par la suite l'autorisation du propriétaire ou du bailleur social pour effectuer des travaux.

Type de logement : appartement maison autre :

Habitez-vous un logement social ? Oui Nom du bailleur social :

Non

Avez-vous des difficultés d'accès ou de déplacement au sein de votre logement ? Oui Non

Quels travaux souhaitez-vous entreprendre ? Adaptation du logement Économie d'énergie

Précisez la nature des travaux à réaliser :

S'agit-il de travaux à caractère urgent ? Oui Non

7. Contexte de la demande

Lors des 6 derniers mois :

• avez-vous été hospitalisé ? Oui Non

• avez-vous fait une chute ? Oui Non

• avez-vous connu un changement personnel ou familial important (décès, placement d'un proche dans une maison de retraite, etc.) ? Oui Non

• avez-vous déposé dans la dernière année une demande d'aide pour des travaux d'adaptation ou de rénovation de votre logement à l'Anah ? Oui Non

Si oui, précisez la date :

8. Déclaration sur l'honneur

Je soussigné : Madame Monsieur

Nom, prénom(s) :

Agissant (*rayez les mentions inutiles*) :

En mon nom :

En qualité de représentant légal de :

- certifie exacts et complets les renseignements fournis dans le cadre de cette demande ;
- m'engage à signaler toute modification de ma situation et de celle de mon conjoint, partenaire pacsé ou concubin et tout changement de domicile ;
- m'engage à faire connaître toute modification de ma situation au regard de la PSD, de l'APA, de l'ACTP, de la PCH et de la MTP ;
- m'engage à régler à la caisse régionale les sommes éventuellement versées à tort ;
- m'engage à faciliter toute enquête.

! J'accepte que mon dossier et l'ensemble des informations qu'il comporte soient transmis à un autre organisme conventionné avec la caisse régionale pour permettre l'instruction de ma demande.
Je reconnais être informé qu'une vérification de l'exactitude de mes déclarations et de l'authenticité des documents produits à l'appui de ma demande peut être effectuée dans le cadre de l'exercice du droit de communication prévu par les articles L. 114-19 à L. 114-21 du code de la Sécurité sociale.



Dans le cadre de la loi pour un État au service d'une société de confiance, vous bénéficiez du droit à l'erreur.

Si vous vous êtes trompé, signalez-le à votre caisse régionale : elle corrigera les données concernées. Si vous êtes de bonne foi et que c'est votre première erreur, vous ne serez pas sanctionné¹. Si cette rectification change le montant des prestations que vous recevez,

vous devrez seulement rembourser les éventuelles sommes perçues en trop.

En revanche, si vous commettez une fraude ou de fausses déclarations pour obtenir des avantages auxquels vous n'auriez pas droit, **vous risquez une amende et/ou une peine d'emprisonnement, comme prévu par la loi².**

La collecte, par l'Assurance retraite, de vos données à caractère personnel dans le cadre de ce formulaire papier a pour finalité le traitement et la prise en charge des demandes d'aides par les caisses régionales, en tant que responsables de la gestion des demandes d'aide financière à l'adaptation du logement des personnes âgées, dans le cadre de leurs missions de service public. Cette collecte de données permet également le pilotage de cette offre de service au niveau national.

Vos données ainsi collectées seront conservées pendant une durée de six ans, à compter de la cessation de vos droits, délai à partir duquel elles seront supprimées. Seuls les agents habilités des caisses régionales de l'Assurance retraite, ainsi que les professionnels auxquels elles feraient éventuellement appel pour l'accompagnement du demandeur, accéderont aux données dans le strict cadre de cette finalité.

La caisse régionale de l'Assurance retraite gestionnaire de l'aide demandée peut également être amenée à échanger des informations relatives à la situation du bénéficiaire de l'aide avec d'autres organismes, notamment l'administration fiscale, les collectivités territoriales et l'Agence nationale de l'habitat (Anah).

Conformément au droit à la protection des données, vous disposez de droits sur vos données personnelles (d'information, d'accès, de rectification, de limitation et, dans certains cas, d'effacement, d'opposition, de retirer votre consentement, de portabilité, de ne pas faire l'objet d'une décision fondée exclusivement sur un traitement automatisé et de donner des directives sur le sort de vos données après votre mort). Vous pouvez les exercer auprès du délégué à la protection des données (DPO) de votre caisse de retraite de rattachement. Pour plus d'information et retrouver les coordonnées des DPO, rendez-vous sur lassuranceretraite.fr à l'onglet en bas de page « Informatique et Libertés ». Si vous estimez, après l'avoir contacté que vos droits ne sont pas appliqués, vous pouvez adresser une réclamation en ligne à la Cnil ou par voie postale.

Lu et approuvé

Fait à :

Le :

Signature : Demandeur

Signature : Représentant légal

1. Connectez-vous sur le site oups.gouv.fr pour en savoir plus sur le droit à l'erreur.

2. En application des articles 313-1 à 313-3, 433-19, et 441-1 à 441-9 du code pénal. L'intégralité de ces textes de loi sont disponibles sur le site legifrance.gouv.fr.

9. Documents justificatifs à fournir

- La photocopie du dernier avis d'imposition ou de non-imposition sur le revenu (toutes les pages) celui du conjoint (marié, pacsé, concubin).

Uniquement si vous êtes concerné, joignez également :

- la photocopie du jugement de la mesure de protection ;
- si vous avez déjà fait une demande d'APA et que celle-ci a été refusée par le département, joignez une photocopie de cette décision de refus ;
- **pour les retraités de la fonction publique d'État** : le titre ou brevet de pension délivré lors de votre passage à la retraite sur lequel figurent les années de service et le Ministère de rattachement, et un relevé d'identité bancaire ou postale.